



**Aidez les personnes précaires
près de chez vous !**

JE DEVIENS BÉNÉVOLE

SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE WWW.SSVP.FR

Patrimoine public

Quand les administrations publiques s'enrichissent

Elles ont prospéré en 2021 du fait de la baisse de la valeur de marché de leurs dettes et de la hausse du prix de leurs actifs (actions, participations et terrains)



©Freepik



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Les administrations publiques françaises (État, collectivités locales et sécurité sociale pour l'essentiel) sont très endettées mais détiennent des actifs financiers et non financiers qui

doivent être pris en compte pour analyser la situation des finances publiques.

“La valeur nette du patrimoine des administrations publiques (actifs – passifs) a augmenté de 147 Mds€ en 2021 pour atteindre 471 Mds€ à la fin de l'année, soit 19 % du PIB contre 14 % fin 2020”

Selon l'Insee, la valeur nette du patrimoine des administrations publiques (actifs – passifs) a augmenté de 147 Mds€ en 2021 pour atteindre 471 Mds€ à la fin de l'année, soit 19 % du PIB contre 14 % fin 2020. Les administrations se sont donc enrichies en 2021 alors que la dette publique a fortement augmenté et il s'agit donc de comprendre comment s'explique cet apparent paradoxe.

Si la dette publique au sens du traité de Maastricht a augmenté de 165 Mds€ en 2021, les passifs des administrations publiques tels qu'enregistrés dans ces comptes de patrimoine se sont accrus de “seulement” 101 Mds€. En effet, ils sont comptabilisés en valeur de marché et la hausse des taux d'intérêt a conduit à déprécier cette valeur de marché de 96 Mds€, alors que la dette maastrichtienne est enregistrée à sa valeur faciale (ce qui veut dire qu'une obligation de 100 € reste comptabilisée à 100 € quelle que soit l'évolution des taux d'intérêt).

Actifs financiers en hausse de 101 Mds€

Les actifs financiers des administrations publiques, composés d'actions et titres de participation pour 41 %, ont vu leur valeur augmenter de 101 Mds€ (comme les passifs), dont 60 Mds€ du fait de leur réévaluation en fonction notamment des cours des actions.

Les actifs non financiers des administrations publiques sont constitués de terrains pour 48 % et d'ouvrages de génie civil pour 28 %. Leur valeur a augmenté de 147 Mds€ en 2021. Cette hausse résulte pour une faible part des investissements réalisés au cours de cet exercice (+ 93 Mds€) car il faut en déduire la dépréciation de ces actifs due à leur usure (- 84 Mds€). Cette hausse tient surtout (pour 128 Mds€) à l'augmentation du prix de ces actifs, notamment du prix des terrains.

“Si cette valeur nette du patrimoine des administrations publiques doit être prise en compte pour apprécier la situation des finances publiques, son examen ne conduit pas à remettre en cause le caractère inquiétant du niveau de la dette publique au sens du traité de Maastricht.”

Les administrations publiques se sont donc enrichies en 2021 du fait de la baisse de la valeur de marché de leurs dettes et de la hausse du prix de leurs actifs. Cependant, les emprunts publics sont le plus souvent remboursés à leur échéance, donc à leur valeur faciale, ce que mesure l'endettement public au sens du traité de Maastricht, et non à leur valeur de marché. En outre, le prix de marché des actifs publics est souvent théorique car ils sont inaliénables et ne peuvent pas être liquidés pour rembourser les dettes.

En conclusion, si cette valeur nette du patrimoine des administrations publiques doit être prise en compte pour apprécier la situation des finances publiques, son examen ne conduit pas à remettre en cause le caractère inquiétant du niveau de la dette publique au sens du traité de Maastricht.